

Changement climatique et tourisme

Une question de temps

GHISLAIN DUBOIS

Consultant-chercheur, Tourisme Environnement Conseil (TEC)

(ghislain.dubois@tec-conseil.com)

JEAN-PAUL CÉRON

Chercheur, Centre de recherche interdisciplinaire sur le droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (Crideau, Université de Limoges)

(ceron@chello.fr)

Le changement climatique est une menace pour notre planète, qui aura, à moyen et long terme, des répercussions sur l'activité touristique de notre pays. L'essentiel des risques sont à relativement longue échéance, de l'ordre du demi-siècle. À l'horizon des vingt à trente prochaines années, ils sont plus localisés. Ce qui ne signifie pas, bien au contraire, qu'il ne faille pas agir dès aujourd'hui.

L'attractivité d'une destination touristique est le résultat de nombreux facteurs. Patrimoine, paysage, agriculture, accessibilité, convivialité et sociabilité, ancienneté et qualité de l'offre touristique dessinent la spécificité de chaque destination. Le climat

est, directement ou indirectement, lié à une partie de ces facteurs. C'est d'abord au soleil et à la pluie que l'on pense. Mais, au-delà, le climat influe sur l'existence et la qualité des ressources sur lequel le tourisme s'appuie : la présence de neige en hiver en moyenne mon-

tagne, les types de production agricole pour le tourisme de terroir, la quantité d'eau présente dans les cours d'eau pour les activités sportives, les espèces et milieux naturels propices à un tourisme de nature, enfin l'aspect des paysages dans les différentes saisons.

Le changement climatique est susceptible, à terme, de bouleverser la donne du tourisme. Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a évalué la hausse possible des températures d'ici à la fin du siècle entre 1,8 et 5,8 °C, selon les modèles climatiques et leurs hypothèses socio-économiques. + 2 °C revient à faire de la canicule de 2003 un été moyen en 2050 ; 5°C en moins nous séparent du dernier âge glaciaire (quand la banquise recouvrait la Manche), mais il est difficile d'imaginer les conséquences de 5°C en plus. L'intensité, mais surtout la rapidité des évolutions en cours, plongent les sociétés dans l'inconnu (il n'y a pas d'analogues de changement climatique si rapide à l'échelle d'un siècle) et constituent un défi pour la connaissance et pour l'action. Comment anticiper les impacts possibles pour s'y adapter ? Mais, surtout, comment polluer moins – particulièrement quand on se déplace – pour éviter le pire ?

Ce problème complexe et global – tous les moments de l'acti-

vité quotidienne, ou presque, émettent des gaz à effet de serre, toutes les activités humaines sont concernées par l'évolution du climat – interpelle progressivement les acteurs publics et privés, à toutes les échelles d'intervention. Chaque secteur s'interroge sur ses vulnérabilités et sa contribution au problème : l'habitat et la construction, l'agriculture, les transports, l'industrie... Dans le secteur du tourisme, c'est l'Organisation mondiale du tourisme qui a lancé les débats, avec l'organisation de la première conférence sur le tourisme et le changement climatique, à Djerba, en avril 2003. C'est dans ce contexte que la direction du Tourisme a souhaité engager la présente étude exploratoire sur le changement climatique et le développement durable du tourisme.

DES SURPRISES CLIMATIQUES NE SONT PAS À EXCLURE

Avant d'envisager les conséquences possibles du changement climatique pour le tourisme en France, nous rappellerons les traits

saillants de la recherche climatique – ses acquis comme ses incertitudes – par rapport auxquels tout travail d'anticipation sérieux comme toute planification dans ce domaine doit se situer.

À l'échelle mondiale, le consensus scientifique est fort sur le réchauffement. Désormais, aucune recherche ne conclut à une stabilité ou à un rafraîchissement. Le réchauffement est la conséquence de l'augmentation du taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, elle-même due de façon évidente à l'activité humaine depuis le début de l'ère industrielle. En France, la température moyenne a augmenté de 0,1 °C par décennie au cours du siècle dernier, avec une accélération pendant les dernières décennies. La fourchette donnée par le GIEC pour la planète à la fin du siècle (+ 1,8 à 5,8 °C) ne représente qu'entre 50 et 90 % du réchauffement total qui sera atteint. Le niveau auquel la stabilisation interviendra dépend avant tout de notre capacité à réduire les émissions et à le faire rapidement. Des surprises climatiques, qui restent des hypothèses de travail, ne sont pas à exclure : la plus dévastatrice pour l'Europe serait sans doute la modification du Gulf Stream, mais d'autres phénomènes d'emballage peuvent survenir.

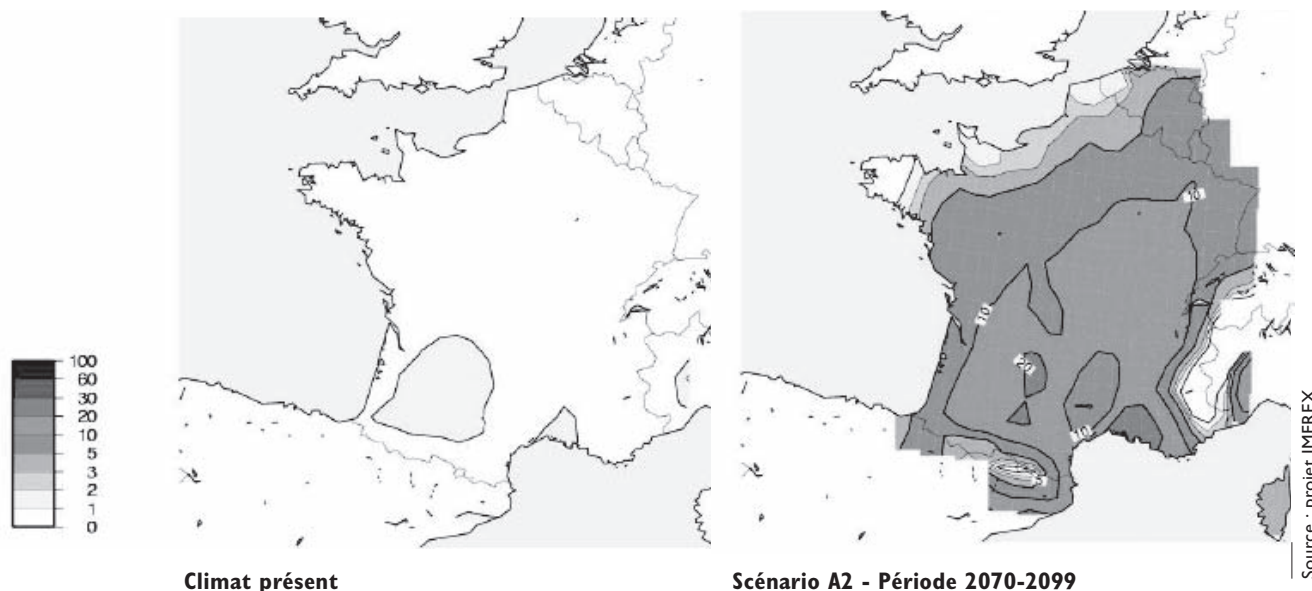
Anticiper les conséquences du changement climatique se heurte à une première difficulté de taille. Les scénarios climatiques combinent des modèles climatiques et des hypothèses socioéconomiques, qui sont chacun source d'incertitudes pour le climat à venir. Alors que l'amélioration de la climatologie devrait permettre de faire progresser les modèles, les facteurs socio-économiques, qui expliquent 50 % de la fourchette de températures produite par le GIEC, res-

Cet article reprend la synthèse de : Ghislain DUBOIS et Jean-Paul CÉRON, *Adaptation au changement climatique et développement durable du tourisme. Étude exploratoire en vue d'un programme de recherche*, étude réalisée pour le ministère délégué au Tourisme, mai 2006. Cette étude vise à dresser un état des lieux des relations entre le tourisme et le changement climatique, envisagées sous l'angle des impacts du second sur le premier, afin de dégager des orientations en vue d'un éventuel programme de recherche de la direction du Tourisme (étude complète en ligne sur le site du ministère délégué au Tourisme ; www.tourisme.gouv.fr, rubrique Publications et études en ligne).

Illustration 1

Des canicules tous les étés ou presque

Nombre de jours moyens avec une température diurne supérieure à 35°C



Source : projet IMFREX.

tent intrinsèquement incertains à de telles échéances : le réchauffement futur dépendra finalement de notre sagesse à limiter nos émissions.

PAS DE CERTITUDES SUR LES DÉCLINAISONS LOCALES DU CHANGEMENT

Si le changement climatique ne fait pas de doutes, on a moins de certitudes sur ce que seront les déclinaisons locales de ce changement. Travailler à des échelles spatiales réduites (celles qui intéressent le tourisme) présente des difficultés particulières. La résolution spatiale des modèles reste trop grossière pour décrire "le temps qu'il fera en 2050", c'est-à-dire pour restituer la variabilité naturelle du climat et prendre en

compte les conditions particulières des milieux qui conditionnent des climats très différents dans des lieux proches (relief en montagne, effets de côte et d'insularité, îlots de chaleur urbain). L'évolution de la fréquence des événements extrêmes locaux, auxquels le tourisme est sensible, reste, pour les mêmes raisons, difficile à prévoir.

Il n'est donc pour l'instant pas possible de fonder une analyse des impacts du changement sur le tourisme sur un seul scénario régionalisé. Les différents scénarios locaux donnent des plages de variation qui restent importantes, jusqu'à plusieurs degrés. Il faut alors travailler sur des tendances climatiques (plus de canicules, plus de pluie en hiver, moins de neige...) et évaluer la vulnérabilité plus que les impacts. Par exemple, on ne

sait pas exactement quelle sera la couverture neigeuse en 2050, mais on sait qu'un domaine skiable qui s'étage entre 1 200 et 2 000 mètres est très vulnérable à une diminution de l'enneigement. Dans tous les cas de figure, il importe avant tout d'être transparent sur le scénario socioéconomique de référence qui sous-tend le scénario climatique, sur le ou les modèles utilisés, et sur la plage de résultats qu'auraient pu donner d'autres modèles.

Les préférences climatiques des touristes sont mal connues. L'étude des préférences climatiques des touristes, des climats plus ou moins favorables au tourisme, n'est pas une préoccupation récente, notamment à l'étranger. Les travaux visant à affiner ces connaissances sont fondés sur la construction

d'indices de préférences climatiques des touristes, que certains auteurs confrontent ensuite avec des scénarios de changement climatique pour prédire les évolutions possibles pour les destinations.

Parallèlement à ces indices, qui sont construits à partir de la réaction du corps humain (dépenses énergétiques) à certains paramètres climatiques, un autre type de recherche établit des modèles de relations entre paramètres climatiques et fréquentations touristiques. Ces exercices traduisent souvent une vue outrageusement simplificatrice des relations entre le climat et les exigences des touristes, sans parler de la qualité des données sur la fréquentation touristique qu'ils utilisent. Il faut souligner la variabilité historique de ces préférences climatiques (au XIX^e on se baignait en hiver, mais surtout pas en été), la relative méconnaissance de la part des facteurs climatiques dans le choix des destinations par les touristes et la variabilité de ces exigences selon les segments de clientèle (nationalité d'origine, variables socio-démographiques...). Ces plages de variations doivent donc être documentées sérieusement à l'aide de monographies et d'études comparatives avant de se lancer dans des modélisations qui peuvent paraître prématurées, vu la fragilité des données sur lesquelles elles se fondent.

Quels vont être impacts directs probables les régions françaises du réchauffement climatique ? En ce qui concerne la saison d'été, le changement climatique pourrait à la fois allonger la saison et permettre un certain déplacement vers le nord des pratiques touristiques. On peut rappeler que la différence des températures moyennes sur la

côte atlantique entre le 48^e parallèle (Brest) et le 46^e (Oléron) est de 3 °C. À nos latitudes, d'aucuns estiment qu'une élévation de température de 1,5 à 5 °C se traduirait par un déplacement des isothermes de 150 à 500 km vers le nord, ou de 150 à 500 m en altitude. Le réchauffement de l'intérieur des terres serait du même ordre que sur la côte, ce qui pourrait contribuer à améliorer les potentialités touristiques de la moyenne montagne.

ACCROISSEMENT DES POTENTIALITÉS TOURISTIQUES DES INTERSAISONS

Actuellement, le climat méditerranéen est incontestablement favorable au tourisme pendant les quatre mois d'été. En fait, il est surtout adapté à un tourisme de masse plus sensible à l'ensoleillement qu'au confort absolu. Les évolutions envisagées pourraient accentuer cette vocation de la France méditerranéenne à accueillir une population bien portante, apte à supporter des excès de chaleur (*cf.* illustration 1). Cette accentuation de la chaleur risque également d'avoir un effet de repousser, à la fois pour l'importante population âgée et pour les résidents de l'espace méditerranéen, en France, Italie ou Espagne. Par contre, des régions de moyenne montagne pourraient devenir des destinations appréciées pour leur relative fraîcheur, l'ombre de leurs forêts...

En ce qui concerne la saison d'hiver, on peut émettre de sérieux doutes sur la vocation touristique hivernale de la façade atlantique actuellement, non pas tant en raison des températures que du passage constant de grands systèmes perturbés. Les scénarios ne don-

nent pas l'impression que la situation soit destinée à s'arranger sur la majeure partie de la côte, comme d'ailleurs à l'intérieur des terres. Toutefois, les destinations au sud de Bordeaux ne paraissent pas, selon les scénarios les plus récents, devoir être affectées par des hausses de précipitations, ce qui conforterait la position de la côte basque et aussi des Landes.

On peut également douter que la côte méditerranéenne voie sa situation de lieu de villégiature hivernale s'améliorer radicalement. La réputation du golfe de Gênes et de son arrière-pays n'est plus à faire, mais un regard sur ses données climatiques montre qu'il est réellement privilégié par rapport à de nombreuses régions méditerranéennes (forte homogénéité de la saison fraîche). Le climat est plus perturbé et venteux en Provence occidentale et dans le Bas-Languedoc, et donc relativement inadapté à une villégiature hivernale. Cependant, les précipitations ne semblent pas devoir s'accroître dans ces régions, contrairement à la majeure partie de la côte atlantique.

En conséquence, on peut se demander si les villes importantes, là où les conditions de vie sont le plus artificialisées, où les ambiances climatiques sont les plus contrôlées ne verront pas leur attrait s'accroître l'hiver. De même, les univers de loisirs totalement artificiels comme les bulles tropicales pourraient avoir un bel avenir devant eux (contrarié par la hausse des prix de l'énergie ?).

En ce qui concerne les intersaisons, leurs potentialités touristiques devraient globalement se trouver largement accrues. Cela pourrait entrer en résonance avec des phénomènes actuels comme le fractionnement des vacances et le

Anticiper les impacts du changement climatique sur le tourisme grâce à la recherche

En termes de recherche, les difficultés à faire progresser la connaissance sur les relations entre le tourisme et le changement climatique sont notamment dues au fait que :

- la recherche sur le climat témoigne encore de nombreuses controverses sur l'ampleur et la forme du réchauffement à venir ; en particulier les impacts territoriaux sont très incertains ;
- il est difficile d'individualiser l'effet du climat dans certaines évolutions en cours (par exemple, dans l'évolution des paysages ruraux ou dans l'érosion de la biodiversité) ;
- les données disponibles, sur l'offre ou sur la fréquentation touristique, sont rarement assez précises, ou disponibles, pour étudier des phénomènes comme l'impact d'une canicule sur une saison ou une région touristique.

Les recherches conduites jusqu'ici ont essentiellement eu un caractère exploratoire : il s'agissait de repérer des relations possibles entre tourisme et changement climatique, et d'évaluer l'impact potentiel du second sur le premier. Il s'agit maintenant d'aller plus loin, et d'affiner les analyses pour fournir une aide à la décision, ou au moins une vision prospective qui aide les acteurs à se situer dans cette problématique.

Il semble donc nécessaire de repartir de certaines bases, et de commencer par approfondir la relation entre tourisme et climat :

- travailler sur les exigences climatiques des touristes : temps agréable pour les touristes, réactions devant une météo défavorable, existence de seuils, poids des représentations dans la perception du climat, poids du climat et des autres éléments de l'environnement, adaptabilité des touristes à un contexte changeant ;
- étudier la dépendance des différents produits et destinations touristiques au climat : quel poids des facteurs climatiques et des autres ressources touristiques dans l'attractivité d'une destination, quelle sensibilité aux évolutions climatiques ? ;

- sur cette base, inventorier et cartographier les menaces et les opportunités en France. Le même exercice peut être effectué au niveau mondial, pour mieux situer la destination France dans un contexte concurrentiel en évolution. Une telle carte des menaces et des opportunités peut ensuite être croisée avec les différents scénarios climatiques, à toutes les échelles, afin d'évaluer une éventuelle redistribution des atouts et des flux touristiques.

En définitive le panorama des connaissances et la hiérarchisation des recherches envisageables conduit à distinguer :

- des domaines dans lesquels des connaissances bien établies existent, en France ou à l'étranger (comme, par exemple, pour les indices bioclimatiques), où le rendement des méthodes utilisées plafonne et où la multiplication des exercices de même nature n'apporte plus de nouveaux résultats décisifs ;
- des thèmes prioritaires de recherche.

Dans un état d'esprit très sélectif, nous retiendrons, sans exclure d'autres recherches ponctuelles, les thématiques majeures suivantes :

- les **réactions des touristes aux changements** dans les constituants des climats, en liaison avec leurs représentations sociales ;
- les stratégies d'adaptation pour **le littoral** qui se situent dans un contexte de stress multiples, climatiques ou non ;
- les stratégies d'adaptation des **stations de montagne** face au manque de neige et à la pression accrue sur les espaces de haute montagne qu'elle devrait induire ;
- l'organisation de l'**expertise collective au niveau mondial** qui pourrait s'articuler autour d'un projet coopératif sur l'évolution de la position concurrentielle des destinations face aux différents scénarios de changement climatique ;
- les impacts potentiels du changement climatique sur le tourisme de l'outre-mer, et particulièrement sur les **barrières de corail**.

développement des courts séjours.

Par ailleurs, le changement climatique modifiera sans doute les avantages comparatifs de l'hexagone par rapport aux pays voisins. Les autres destinations méditerranéennes seraient sujettes à des excès de chaleur bien supérieurs à ceux encourus par la France. Il semble également que l'augmentation de températures chez nos voisins émetteurs de tourisme soit assez modérée. La France serait moins pénalisée que les pays du Sud et les pays émetteurs ne verraient pas leur température s'élever assez pour pouvoir se dispenser d'aller chercher le soleil.

En définitive, les évolutions prévues pourraient révéler une opposition objective entre des espaces-saisons propices à un tourisme de gens bien portants pouvant supporter quelques excès climatiques, et d'autres, plus adaptés à une population plus âgée et plus fragile. La réaction des différents segments de clientèle à ces modifications des conditions objectives ne sera pas obligatoirement mécanique et immédiate.

LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES RESSOURCES

Penchons-nous maintenant sur les impacts du changement climatique sur les ressources dont dépend le tourisme.

L'EAU. Les scénarios montrent une répartition très différente des ressources en eau du sol suivant les saisons. L'hiver, saison peu touristique, voit les précipitations augmenter. Les trois autres saisons connaissent une baisse des réserves en eau, modeste au printemps mais beaucoup plus accentuée en été et en automne. La façon dont le tourisme pourrait être gêné par cette

évolution s'apprécie à plusieurs niveaux.

Le premier est celui des disponibilités en eau pour la consommation. Le tourisme consomme de l'eau potable et sanitaire, mais est aussi source d'autres consommations : celles des espaces verts des hébergements, des activités de loisirs (piscines, canons à neige, golfs etc.). La part modeste du tourisme dans la consommation d'eau ne suffit pas à l'exonérer de problèmes : la pression du tourisme est la plus forte au moment où les ressources en eau sont rares et demandées par l'irrigation. En outre, elle est souvent localisée dans des lieux disposant de ressources limitées (îles, haute montagne...). Les évolutions envisagées sont donc inquiétantes : s'y adapter renvoie à la fois à des problèmes de stockage et à la définition de priorités par rapport aux usages concurrents : choisirait-on de préserver l'irrigation des golfs ou celle du maïs ? Ces tensions pourraient se renforcer si la France non méditerranéenne devenait plus qu'elle ne l'est aujourd'hui un pays de villégiature (assez chaud, mais pas trop) pour les clientèles européennes du nord et, qui sait, pour celles du sud...

Le second niveau est celui de l'accès aux eaux intérieures fournissant un cadre de séjour (après des lacs, des rivières) ou un support d'activité (baignade, nautisme...). Le souci est ici de subir les effets indirects d'une mobilisation croissante à des fins de consommation : un lac avec un marnage excessif en été n'est pas attractif, la pêche en eau douce a été interdite lors de la canicule de 2003. On voit avec le scénario les perspectives d'aggravation de ce type de phénomènes. Par ailleurs, la diminution des débits et des

niveaux favorise l'eutrophisation et diverses formes de pollution très défavorables à des usages touristiques.

C'est, bien entendu, pour la France méditerranéenne que l'on peut être le plus inquiet. Parmi les pays riverains de la Méditerranée, le bassin versant français jouit toutefois d'une position privilégiée.

LA NEIGE. La neige est, bien évidemment, une ressource indispensable à la pratique des sports d'hiver. Il apparaît que, avec une augmentation de la température moyenne de 2 °C, au-dessus de 2 500 m, l'enneigement est légèrement retardé et la fonte un peu plus rapide (une douzaine de jours d'enneigement en moins) ; on voit une petite diminution de l'épaisseur du manteau neigeux.

Toujours avec une augmentation de la température moyenne de 2 °C, l'impact est beaucoup plus important au-dessous de 1 800 m. À 1 500 m, le nombre de journées avec de la neige au sol diminue d'un mois, passant de cinq à quatre mois dans les Alpes du Nord et de trois à deux mois dans les Alpes du Sud et les Pyrénées. À cette altitude, l'épaisseur du manteau neigeux diminue de 40 cm dans les Alpes du Nord (1 m actuellement) et de 20 cm dans les Alpes du Sud et les Pyrénées (30 à 40 cm actuellement).

Comme un réchauffement de 2 °C ne constitue pas la borne supérieure de ce à quoi on peut être confronté, il est intéressant de se pencher sur ce qui pourrait advenir avec une augmentation de température supérieure (3 °C ou plus). L'extrapolation des résultats du modèle précédent suggère que :
– à 1 200 m, l'enneigement, déjà très faible avec un réchauffement de 2 °C ne serait pas sensiblement modifié. Cela veut dire que, de

toute façon, les conditions pour des sports d'hiver ne seraient plus réunies ;

- aux altitudes de 1 500 à 1 800 m, le manteau neigeux qui, avec un réchauffement de 2° reste significatif, en particulier dans les Alpes du nord, est fortement réduit. Cela signifie que les stations, à cette altitude, auraient de considérables difficultés à trouver un équilibre économique ;

- à 2 000 m, la baisse de l'enneigement deviendrait sensible ;

- plus haut, on s'attend à ce qu'une augmentation de 2 °C supplémentaires se traduise par une douzaine de jours d'enneigement en moins.

LA PLAGE. La ressource naturelle qu'est la plage est confrontée, avec le réchauffement climatique, à l'élévation du niveau de la mer. On peut rappeler que la France connaît une lente remontée du niveau de la mer, de 1,2 à 1,5 mm par an, ceci indépendamment de l'effet de serre. Ce dernier devrait plutôt accélérer ce phénomène, qui contribue parmi d'autres à l'érosion des côtes. 20 % des communes touristiques françaises ont actuellement leurs plages atteintes par l'érosion.

À l'échelle de quelques décennies, on a le choix entre deux types d'option :

- s'accommoder du phénomène, ce qui implique de ne pas construire trop près de la ligne de côte des installations qui nécessiteront ultérieurement des protections et, éventuellement, l'abandon d'un certain nombre d'installations menacées ;

- le combattre. Ce qui implique soit de construire des protections (la France en compte déjà 400 km), soit de compenser les volumes de sable emportés, ce qui maintient le cadre de vie et n'est pas d'un

coût aussi exorbitant que l'on pourrait craindre.

Pour les décennies à venir, la situation de la France métropolitaine n'a donc pas le caractère dramatique que l'on diagnostique pour les destinations touristiques de certains atolls du Pacifique. À plus long terme, les perspectives sont moins rassurantes, le changement climatique venant aggraver un phénomène déjà à l'œuvre.

LES PAYSAGES. D'une façon générale, le cadre paysager est évidemment important pour le tourisme. Les espèces végétales peuvent s'adapter aux changements climatiques en migrant à des rythmes qui varient de 4 à 200 km par siècle. Ce n'est pas la température, mais le stress hydrique et les feux de forêt qui peuvent l'accompagner qui sont les plus susceptibles d'engendrer des évolutions. On peut s'attendre à ce que la végétation et les paysages changent de manière conséquente et éventuellement chaotique. Cela dit, un regard sur le passé montre que, si le tourisme a toujours été soucieux du paysage, il paraît s'être accommodé plutôt bien d'évolutions majeures de ceux-ci.

LA BIODIVERSITÉ. L'érosion de la biodiversité devrait quant à elle se traduire par une perte de ressources dont l'impact en métropole, où il y a peu d'écotourisme, devrait rester limité. Par contre, l'impact sur les barrières de corail, qui sont les principales ressources touristiques de certaines destinations outremer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Mayotte...) est très préoccupant pour le secteur du tourisme.

LE TERROIR. Enfin, un certain nombre d'activités touristiques sont dépendantes des ressources du terroir. Celles-ci peuvent, soit ajouter un intérêt à la marge de

pratiques touristiques fondamentalement motivées par d'autres raisons, soit constituer le cœur de pratiques touristiques. Le changement climatique peut mettre en cause ces éléments patrimoniaux et appeler des innovations soit techniques, soit institutionnelles.

Par exemple, au-delà d'un certain seuil, des changements climatiques peuvent conduire à changer les cépages dans une région viticole renommée (changement de nature technique), ce qui conduirait à revoir les critères d'attribution de l'AOC (changement institutionnel). Face à de telles évolutions, on peut penser que le tourisme dispose de larges capacités d'adaptation : les touristes apprécieront sans doute encore dans cinquante ans les vins de Bordeaux, même si leurs méthodes de production ont évolué. Il n'en reste pas moins que certaines ressources du terroir peuvent disparaître ou se raréfier. Des substitutions peuvent alors compenser ces pertes : la raréfaction de la truffe n'a pas définitivement ruiné la réputation gastronomique du Périgord. Fondé sur des ressources présentées comme quasiment immuables, le tourisme de terroir apparaît, à y regarder de près, singulièrement contingent.

HÉRARCHISER LES ENJEUX

L'examen des impacts potentiels du changement climatique sur le tourisme en France permet donc de mieux repérer, de façon exploratoire, les enjeux. La difficulté consiste alors à hiérarchiser ces enjeux, compte tenu du fait que les horizons des acteurs du tourisme et de ceux des mécanismes climatiques en cause ne se situent pas sur la même échelle temporelle. À l'échelle de 80-100 ans,

les impacts du changement climatique en France apparaissent graves, irréversibles pour la plupart et susceptibles de modifier en profondeur l'attractivité touristique de régions entières. Par contre, à 20-30 ans, ils apparaissent nettement plus modérés pour ce secteur. Seul le thème de la baisse de l'enneigement en montagne semble avoir déjà "percé" dans les sphères du tourisme, et commencé à engendrer des adaptations (réticences à investir à basse altitude). Le changement climatique est venu renforcer des préoccupations existantes sur la variabilité naturelle des chutes de neige.

SE MOBILISER DÈS MAINTENANT

Cela ne veut pas dire qu'il soit trop tôt pour se préoccuper du changement climatique. L'importance des enjeux à l'échéance d'une quarantaine d'années suggère de s'y préparer dès maintenant. Un autre message clé est la grande inertie et le temps de réponse des systèmes climatiques face aux perturbations d'origine humaine. Le climat d'aujourd'hui est le résultat des émissions de gaz à effet de serre du passé ; le climat de demain sera le résultat des émissions actuelles. Il y a donc une réelle urgence à se mobiliser pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, dans les transports, mais aussi dans les hébergements et les équipements touristiques.

En synthèse de cette analyse, nous pouvons affirmer que, à 10-20 ans, les risques sont modérés pour le secteur du tourisme mais que, si nous ne faisons rien maintenant pour réduire nos émissions, dans la deuxième moitié du siècle, ces risques seront catastrophiques.

Par ailleurs, un certain nombre

d'espaces touristiques sont particulièrement vulnérables face au changement climatique :

- les stations de sports d'hiver, confrontées à la baisse de l'enneigement ;
- le littoral, confrontée à la remontée du niveau de la mer et à l'érosion ;
- une partie de l'outre-mer, confrontée à la dégradation des barrières de corail.

Alors, que faire ? Bien sûr, on ne connaît pas les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre futurs qui dépendent, pour leur limitation, de notre sagesse. On ne connaît pas non plus le climat futur avec précision. Il faut donc apprendre à décider dans un contexte d'incertitude, en optant pour des conduites de prudence et de précaution.

Ainsi, toutes les stratégies visant à renforcer la flexibilité des destinations (diversification) contribuent à construire une capacité d'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, les stratégies de diversification mues par des exigences internes au monde du tourisme (prise en charge de l'évolution de la demande et des marchés) ne suffisent pas à elles seules à prendre en charge la problématique du changement climatique. Il faut ainsi prendre garde à ce qu'un renforcement de la capacité de résistance des destinations face aux changements climatiques (assurances contre les événements extrêmes, subventions, recours à des solutions techniques peu satisfaisantes au regard du développement durable comme la neige artificielle, stratégies de lutte frontale comme les défenses littorales) ne contribue à masquer les effets du changement climatique et à retarder inutilement les échéances. ■